

Nous ne voulons pas de votre MONDE

POURQUOI ? POURQUOI vouloir nous faire toujours aller plus vite ? **POURQUOI** toujours plus de déplacements ? **POURQUOI** toujours plus d'avions ? **POURQUOI** bétonner les terres agricoles ? **POURQUOI** ne pas nous laisser décider de nos vies ?



Aujourd'hui, qui peut se permettre de prendre l'avion en ces temps de crise et de précarisation de la société ? Sûrement pas la majorité des habitants/habitantes de la France, mais plutôt une infime caste de privilégié-e-s. Les cadres et/ou dirigeants qui voient leurs billets payés par leur compagnie, rarement une PME. Et aussi les citoyens/citoyennes aisé-e-s, à fort pouvoir d'achat, adeptes des vacances internationales. C'est pour contenter cette population que le Conseil Régional des Pays de la Loire et l'Etat ont lancé et soutenu la machine à VINCIer, celle qui expulse les populations, bétonne les terres, exploite les nouvelles prisons et se moque de la démocratie (pots de vin, ententes,...). VINCI et consorts sont le nouveau bras armé de la gentrification, qui chasse les populations précaires et/ou défavorisées des centres villes vers les périphéries et/ou les campagnes. Même si nos élu-e-s locaux/locales ne l'admettront jamais, ils/elles préfèrent cette population plus propre sur elle, qui a un meilleur pouvoir d'achat et qui ne cause de soucis à personne, et surtout pas ses élu-e-s.

L'être humain peut-il se nourrir de votre béton ?

Alors qu'aujourd'hui les scandales alimentaires apparaissent au grand jour (viande de cheval, de mouton britannique,...) ou sont en train d'être créés (réintroduction des farines animales, accroissements des concentrations des pesticides,...), la nourriture locale se fait de plus en plus rare. Le bétonnage des terres fait ainsi disparaître en France, tous les 10 ans, l'équivalent d'un département de terre cultivable. Dès qu'une collectivité veut étendre son territoire elle rogne sur les champs. Si ce phénomène n'est que peu visible, c'est que dans le même temps, l'agriculture intensive se développe. Une agriculture qui détruit les sols et la biodiversité à coup de pesticides, de monoculture, de brevetage du vivant,... On assiste à une déconnexion complète entre l'agriculteur/agricultrice et ses produits, le puçage des animaux permettant de tout gérer par ordinateur et les antibiotiques de lutter contre les aléas naturels.



La ferme n'est plus aujourd'hui qu'une entreprise comme les autres qui doit réaliser des bénéfices. Dans une organisation capitaliste, l'agriculture est condamnée à ne plus pouvoir produire de produits sains. En effet, comment est-il possible de produire des produits de qualité quand il faut baisser les coûts de production, cultiver des aliments standards (tel calibre,...), faire face au recul de la biodiversité (disparition des races rustiques, sélection des reproducteurs obligatoires dès 2015 dans la filière ovine,...), produire des légumes toute l'année pour satisfaire les consommateurs/consommatrices, internationaliser la production alimentaire (ces chers haricots du

Cameroun que nous mangeons en France). Si aujourd'hui on assiste à un tel phénomène, nous pouvons remercier nos élu-e-s qui, avec l'aide de Vinci et autres, détruisent nos terres, ensevelissent sous le béton et modifient nos comportements tout en tentant de s'affranchir des règles de la nature. Et si on relocalisait la production, si on reprenait notre alimentation en main plutôt que de la laisser à l'Etat et à quelques firmes agroalimentaires ?!

Plutôt CHÔMEUR et CHÔMEUSE que BÉTONNEUR ou BÉTONNEUSE

Ce que montre surtout le combat contre l'Ayrault-Port, c'est la faillite de notre système représentatif et du mode de prise de décisions par nos édiles. Les contestations contre les nombreux projets inutiles et dangereux s'intensifient : Ayrault-Port à NDDL, scierie géante dans la forêt du Morvan, site d'enfouissement des déchets dans la forêt de Brocéliande, ligne TGV Lyon Turin, ligne THT dans le Cotentin,...). Les citoyen-ne-s ne pouvant exercer un droit de contrôle sur leurs élu-e-s car les mandats impératifs sont interdits en France, il n'est donc pas possible de dire mot en dehors des élections.

Ils/elles sont donc libres de faire ce qu'ils/elles leurs plaît. Ce mode représentation pose aussi la question de leur légitimité. Aujourd'hui, une majorité d'électeurs/électrices ne votent pas. Aujourd'hui, les élu-e-s ne sont plus vu-e-s comme des représentant-e-s des citoyen-ne-s, mais comme des affairistes, ne cherchant que le pouvoir et leurs intérêts personnels. Les procédures « d'enquêtes publiques » ne sont qu'une vaste fumisterie destinées à endormir les « citoyens/citoyennes ». Et pourtant, Auxiette continue de se cacher derrière ce procédé inique pour affirmer qu'il y a eu consultation de la population et donc respect des voies « démocratique ».

C'est toutes ces raisons qui poussent nos élu-e-s à mettre en place des délires mégalomaniacs : centre aqualudique à Angers (projet de F. Béatse et J.C. Antonini), Place des « Grands Hommes » par Georges Frêches tous les aéroports locaux de France (Marcé pour Angers, celui d'Ancenis,... L'aéroport de NDDL de J.M. Ayrault et J. Auxiette s'inscrit dans cette droite ligne.

Cette absence de démocratie se retrouve dans de nombreux projets ou domaines de l'Etat : nucléaire, défense, organisation des pouvoirs, services secrets,... De nombreux pans de la société sont retirés du domaine public par nos soit-disantes « élites », sûrement plus à même de savoir ce qui est bon pour le peuple, que lui même. Et si on laissait les individu-es-s prendre les décisions qui concerne leur vie, décider de ce qu'ils/elles veulent et comment l'obtenir. Si on prenait le pari de se passer de chefs ?

Ayrault-Port, LGV, THT, TAV, nucléaire : Société Totalitaire

Le **CLACAM** (Collectif de Lutte Angevin Contre l'Aéroport et son Monde) est un collectif d'individu-e-s de soutien aux ZADistes dans leur lutte contre l'aéroport de NDDL, mais aussi de toutes les autres problématiques que posent ce combat (logique sécuritaire, bétonnage des terres, métropolisation, gentrification, concurrence des terres, et bien sur contre le capitalisme).

Adresse mail : clacam@riseup.net

Liste de diffusion : collectif-de-soutien-a-la-zad-49@googlegroups.com

Prochaine AG du CLACAM : 12 avril à l'Etincelle dès 20h (26 rue Maillé à Angers)

13 avril : **Sème ta ZAD**, RDV à 10h dans le bourg de NDDL, fourche en main pour recréer le potager détruit par César et ses troupes.

